

# Réseaux sociaux et nouvelles formes de vie associative dans les grands ensembles

par Bruno VOISIN, Sociologue, Agence d'Urbanisme

La prédominance accrue des couches populaires défavorisées dans les grands ensembles induit des évolutions de la vie sociale. Cette contribution essaie de montrer comment cette paupérisation s'accompagne de l'affaiblissement de la vie associative classique au profit de formes moins affirmées, plus fluctuantes, en adéquation avec les relations sociales qui ont cours dans ces fractions populaires, aujourd'hui largement assignées à résidence. Ce nouveau caractère de la vie associative reflète à la fois des évolutions sociétales globales, et des mutations sociologiques au sein des quartiers. Leur acuité est

variable en fonction de la place du quartier considéré dans le marché du logement et du plus ou moins grand renouvellement de sa population.

Cette contribution s'appuie sur plusieurs monographies documentaires, réalisées par des étudiantes dans le cadre de la démarche « Mémoires et identités des quartiers » poursuivie depuis maintenant trois ans par l'agence d'Urbanisme sur l'agglomération lyonnaise. Elles mettent bien en relief une périodisation de la vie associative qui nous semble caractéristique des évolutions que nous souhaitons analyser.

## « Mémoires et identités des quartiers »

### Histoire locale et mémoire collective.

La démarche « Mémoires et identités des quartiers » met en perspective l'histoire récente des quartiers sociaux de l'agglomération : ceux que l'on dit aujourd'hui en crise et qui font, depuis dix ou vingt ans, l'objet d'importantes interventions publiques. Ces quartiers, qu'on dit trop facilement récents, ont maintenant une histoire. Leur peuplement a évolué. Ils ont vu se succéder plusieurs phases d'intervention publique. Le cadre de leur vie sociale a profondément évolué. Cette histoire est souvent méconnue des aménageurs et des intervenants sociaux multiples qui travaillent sur le terrain dans des logiques d'urgence.

Pourtant cette histoire fait sens pour les habitants et les acteurs du quartier. Elle est mobilisée différemment selon les catégories d'habitants. Elle peut nourrir la nostalgie des anciens, servir de repoussoir pour d'autres ou bien participer à la dynamique identitaire des jeunes qui se revendiquent du quartier où ils ont grandi. Elle sert aussi de référence aux associations et aux réseaux sociaux locaux auxquels elle fournit en quelque sorte la base d'une mémoire collective, souvent articulée sur le souvenir de figures fédératrices (éducateurs, enseignants, assistantes sociales, gardiens d'immeuble, présidents d'association) qui à une période donnée se sont trouvées au cœur des réseaux et de la vie du quartier.

## Vie et fin d'un modèle associatif

### Le primat du collectif et la domination des couches moyennes.

Au cours des années 68-70, dans les quartiers d'habitat social, la mixité sociale, le contexte économique favorable, le leadership des strates moyennes (ouvriers

qualifiés, techniciens, cadres moyens ou professions intermédiaires), ont favorisé des interventions collectives à caractère revendicatif. Elles portaient sur les loyers, le coût du chauffage, le cadre de vie, les transports, les équipements collectifs.



Fédérées par les grandes organisations nationales de défense des locataires, du cadre de vie ou des familles, ces interventions collectives étaient relayées localement par les travailleurs sociaux et les responsables d'équipements issus des mouvements d'éducation populaire. D'une façon plus politique, les partis d'opposition et les municipalités les soutenaient. Il s'agissait d'obtenir de l'État un dû : les services nécessaires au fonctionnement du quartier. Ce qu'on appelait « les luttes urbaines » s'établissait à la frontière entre démarche participative, revendications politiques et revendications autogestionnaires issues de mai 68. Elles articulaient plusieurs fonctions : structuration sociale et relationnelle du milieu local autour des militants de quartiers, mobilisations collectives pour interpeller les aménageurs et gestionnaires locaux, positionnement dans le débat national dans le cadre d'une représentation d'un avenir de progrès économique et social, porteur en lui-même d'une dynamique d'intégration.

#### **Une configuration transitoire, laissant de côté les familles les plus populaires.**

On voit comment cette configuration particulière des représentations nourrissait le conflit vis-à-vis des pouvoirs et des institutions et produisait de l'intégration autour des normes sociales portées par les militants. Cette logique d'intégration a été effective pour de nombreux ménages en situation sociale intermédiaire. Beaucoup d'acquis culturels et de savoir faire de communication des premiers leaders de la deuxième génération s'y enracinent. Cette dynamique a été essentiellement portée par des ménages de classes moyennes ascendantes pour lesquelles le passage dans les grands ensembles ne fut qu'une étape.

Les couches sociales les plus populaires, d'origine française ou immigrée, lui sont restées étrangères. Plus précarisées, sans perspectives d'évolutions professionnelles, ni résidentielles, les familles populaires ont plutôt développé une culture de l'évitement vis à vis des institutions. La précarité de leur situation les a conduites à des attitudes de défense ou de préservation. Elles protègent leur mode de vie et leur réseau relationnel en les rendant les moins visibles et les moins instrumentables possibles pour les pouvoirs

publics et leurs agents. Se refermant sur lui-même, le quartier tend à devenir le principal territoire de socialisation des adolescents et des jeunes adultes issus de ces milieux.

#### **L'émergence des initiatives locales.**

A la fin des années 70, et au début des années 80, les grandes organisations revendicatives et de défense, perdent leur caractère fédérateur. Les cadres militants sont moins nombreux sur les quartiers. Sur place, apparaissent de nouvelles priorités sociales, liées à la montée du chômage. Celui-ci frappe d'abord les travailleurs les moins qualifiés, parmi lesquels les pères de la première vague d'immigration. On assiste à la marginalisation progressive des familles immigrées. Les problématiques traditionnelles de prévention et d'assistance deviennent inopérantes. Les travailleurs sociaux mettent en place des dispositifs intermédiaires qui visent à l'insertion ou l'intégration des groupes les plus marginalisés, déscolarisés et en difficulté vis-à-vis de l'emploi. Des collectifs de travailleurs sociaux se forment dans plusieurs quartiers pour animer ces dispositifs. Ceux-ci s'y engagent personnellement, hors mandat institutionnel. C'est l'époque où, à travers l'expérience de l'Alma-gare à Roubaix et celle de la Pierre-Colinet à Meaux, émerge l'idée de « régie de quartier ». Ainsi des dispositifs sociaux, plus ou moins formalisés, plus ou moins militants, tendent à relayer l'action des associations de quartier.

#### **La concurrence entre équipements et associations issues du milieu.**

A la fin des années 80, la montée de la précarisation, et la décentralisation bouleversent la donne. La complexification du champ de l'action sociale et la reprise en main des services sociaux par les Conseils Généraux poussent les travailleurs sociaux à abandonner les démarches collectives au profit de logiques d'assistance et de suivi individuel, conformes aux nouvelles normes administratives. Contrairement aux années 70, ils ne jouent plus sur le terrain leur rôle d'accompagnement du mouvement social. Ils apportent moins leur appui aux initiatives des habitants. Les équipements sociaux (M.J.C., Centres Sociaux), supports de l'action collective dans les périodes précédentes, sont fragilisés, remis en cause par les transformations de leur



clientèle. En recherche de nouveau positionnement, ils sont concurrencés directement dans leur activité par les initiatives prises par tel ou tel groupe au sein du quartier. Ce phénomène est particulièrement aigu dans le domaine du soutien scolaire et des activités périscolaires. L'émergence de réseaux d'entraide portés par les jeunes de la deuxième génération, va souvent de pair avec une

dimension communautaire ou religieuse plus ou moins affirmée. Les initiatives et les interventions des habitants deviennent plus éclatées, plus hétérogènes. Elles sont souvent portées par un groupe d'âge, une fraction de communauté, une catégorie de résidents plus ou moins enracinés dans le quartier. Le social est entré en tension entre le collectif et le communautaire.

## Jeunes et nouveaux réseaux associatifs.

### A la source de la révolte des jeunes.

On connaît les grands facteurs à la source de la révolte des jeunes et des explosions successives de violence dans l'agglomération lyonnaise : un déséquilibre structurel urbain et social entre l'Est et l'Ouest, inscrit dans la géographie, la morphologie urbaine et la sociologie. Des logiques d'exclusion et de déqualification brutales touchent les populations « captives » de l'Est lyonnais, en majeure partie issues de l'immigration. Tout cela explique l'irruption violente du mouvement des jeunes sur fond de quartiers ségrégués et rejetés qui se vident d'une partie de leurs habitants au début des années 80.

Ces explosions accompagnent l'affaiblissement des grands mouvements fédératifs. Les jeunes immigrés de la deuxième génération font irruption sur la scène nationale. Ils affirment progressivement leur spécificité. Ils s'engagent dans des actions, tant locales que nationales, qui lient revendications identitaires, solidarité locale et interventions citoyennes plus larges. Très rapidement et pour longtemps, leurs principales revendications se cristallisent sur leur contentieux avec la police et la justice.

### Des associations créées dans des contextes de crise locale.

Dès la fin des années 70, l'association des Jeunes Arabes de Lyon et Banlieues essayait de fédérer une parole des jeunes des différents quartiers où les tensions s'accumulaient. Mais la plupart de ces associations se sont constituées à la suite d'épisodes locaux d'affrontements avec la Police et cristallisées autour de l'intervention de leaders médiateurs. Un des meilleurs exemples a été l'association « SOS Avenir Minguettes »

créée en 1983 après les affrontements avec la police dans le prolongement des événements de Monmousseau et des grèves de la faim contre la double peine qui avaient inaugurées l'été chaud des Minguettes et fait émerger sur la scène nationale, le phénomène des Banlieues. C'est, sept ans plus tard, l'association Agora qui prolonge à Vaulx en Velin l'action du Comité Thomas Claudio après les événements de 1990. Des associations semblables continuent à se créer dans les cités. Elles ont une durée de vie inégale. Les mouvements comme « SOS racisme » ou plus récemment « Stop la violence » ont essayé de jouer vis à vis d'elles un rôle fédérateur, mais sans y réussir vraiment.

### Demande de reconnaissance et refus de l'institutionnalisation.

Ces associations de quartier regroupent différents types de jeunes : jeunes en cours d'intégration sociale et professionnelle, mais discriminés du fait de leur origine ethnique et jeunes sous-prolétaires dont le quartier est le territoire emblématique et qui vivent la galère. Elles participent ainsi à souder une génération. Elles fédèrent revendications et aspirations identitaires, mais échouent à se constituer comme interlocuteur des institutions dans le moyen et long terme. D'ailleurs elles ne revendiquent guère ce statut. Elles sont plus souvent mobilisées sur des interventions à court terme, notamment pour redonner des cadres de socialisation aux plus jeunes ou faire face à des manques ou à des dérives qui ne sont plus acceptables. Dans ce contexte, l'action associative est vue comme un moyen permettant de rechercher trois objectifs : redévelopper un lien social de proximité, établir un nouveau contrôle social



très marqué par la dimension communautaire et suppléer aux manques ou inadaptations des équipements sociaux et des services publics. L'action associative est à la fois vecteur d'une dynamique identitaire propre et vecteur d'une demande de reconnaissance sociale.

Ces jeunes qui développent aujourd'hui des initiatives au sein de leur quartier ne souhaitent pas qu'elles soient utilisées au profit d'un

projet institutionnel. Par ailleurs, peu d'habitants adultes, au contraire des jeunes, acceptent de définir leur identité par l'appartenance à un quartier « déqualifié ». Adultes et jeunes qui y interviennent le font de moins en moins dans un cadre associatif local traditionnel, mais plutôt dans le cadre de réseaux définis autrement que par le quartier ou le lieu d'habitation, tels que la famille, la communauté, la religion...

## Un quartier ordinaire ou les suites de l'affaire Armstrong

L'enquête menée sur le quartier met en relief la périodisation très nette du développement de la vie associative sur le quartier. Trois phases se succèdent et chacune est caractéristique d'une décennie.

### La présence des associations fédératives.

La première décennie (1973-1983) est marquée par l'intervention des organisations traditionnelles représentatives des locataires. La C.N.L.<sup>1</sup> développe un syndicalisme très axé sur le rapport locatif, les loyers, les charges, tout en accompagnant les positions politiques de la municipalité P.C.. Elle rassemble autour d'un responsable fédéral, des familles d'ouvriers et techniciens syndicalistes, des employés municipaux et des retraités.

La section du Comité d'Intérêt Local, affiliée à la C.S.C.V.<sup>2</sup>, rassemble surtout des enseignants et des cadres moyens. Elle donne un champ plus large à son intervention, prenant en compte tous les aspects de la vie de quartier. Ses militants locaux ont un impact encore important auprès des familles du quartier au début des années 80, et leur dynamisme les poussera à revendiquer un rôle de partenaire lors de la procédure Habitat et Vie Sociale en 1979. Ils l'assureront à travers une participation soutenue aux différentes réunions de concertation qui se sont multipliées dans le cadre de ce dispositif, faisant ainsi des Minguettes et d'Armstrong un des laboratoires de la Politique des Quartiers.

A ce moment se conjuguent encore revendications politiques générales, revendications

locales concernant les équipements, l'école, la sécurité et les luttes locatives contre le prix des loyers, du chauffage ou des charges, et implication dans la construction d'un projet local. Mais peu à peu le débat sur les thèmes nationaux va disparaître. Les enjeux locaux vont dominer. Les problèmes revendicatifs généraux vont devenir moins mobilisateurs, ils resteront l'apanage des cadres associatifs. Les enjeux dominants vont devenir ceux du projet de quartier dans son acception étroite.

### La décennie du local et l'intervention de nouveaux médiateurs.

C.N.L. et C.S.C.V. seront également impliquées, dans le dispositif de concertation autour des actions de requalification du quartier à partir de 1983 mais sans être en position de proposition. Le travail de l'A.R.I.E.S.E.<sup>3</sup> (L'affaire Armstrong<sup>4</sup>) rend bien compte de leur positionnement en retrait au début de cette deuxième décennie.

Le dispositif d'intervention social appuyé essentiellement par l'aménageur – la S.E.R.L.<sup>5</sup> – et par l'OPAC du Rhône qui délègue une sorte de mission de gestion sociale sur le quartier – le CASCE – (Centre d'Action Sociale Culturel Etranger) va privilégier de nouveaux types d'interlocuteurs : les réseaux sociaux informels immigrés, et plus particulièrement les femmes. A partir d'un appartement relais et d'un atelier de production, le CASCE effectue un travail de médiation et de suivi auprès des femmes immigrées du quartier.

1 - Confédération Nationale du Logement

2 - Confédération Syndicale du Cadre de Vie

3 - Association de Recherche et d'Intervention Sociologique et Ethnologique (Lyon III)

4 - Mémoire de recherche effectué en 1985 pour le Ministère de l'urbanisme et du logement (M.U.L.T.)

5 - Société d'Équipement de la Région Lyonnaise



En même temps, l'OPAC réussit à attirer sur le quartier des jeunes ménages issus des professions intellectuelles intermédiaires souhaitant tenter une expérience d'habitat groupé auto-géré. Ce groupe sera le pivot des nouvelles formes prises par la vie associative du quartier avec la création de l'association « Déclat Armstrong » qui initiera ensuite la Régie de quartier et une crèche associative.

En 1984, dans le cadre de l'intervention publique, le réaménagement des espaces extérieurs s'accompagne de l'expérimentation d'une gestion rapprochée. Celle-ci entérine le conventionnement sans travaux des logements et une logique de peuplement très social. Les nouvelles initiatives associatives accompagnent l'évolution sociologique du quartier qui perd son peu de mixité sociale.

Armstrong accentue son caractère de quartier populaire paupérisé à dominante immigrée. Après 1990, le retrait de la structure de mission qu'était le CASCE, la fin des travaux d'aménagements, font rentrer le quartier dans l'ordinaire de ce type de quartiers. Ils révèlent l'essoufflement de la vie associative et la fragilité des réseaux de proximité. Régie de quartier et crèche perdurent dans un contexte difficile, font face à des agressions répétitives et ne tiennent que grâce à l'entêtement d'un petit nombre de bénévoles et à l'engagement de leurs responsables salariés.

### **La décennie de l'éclatement et des tensions communautaires.**

La dernière décennie, celle des années 90, sera marquée par la prédominance des associations représentant les différentes facettes de l'immigration algérienne. L'installation d'un local de nuit au centre du quartier, fait d'Armstrong le point de cristallisation des réseaux de jeunes adultes des différents quartiers des Minguettes. L'intégration dans la structure de gestion locale de l'OPAC du Rhône, de gardiens, jeunes adultes enfants de locataires, renforce le poids des réseaux familiaux immigrés sur la vie sociale du quartier.

En 1996, semble décliner le poids des anciennes associations. Elles paraissent portées par quelques militants mais coupées de la majorité des familles résidentes. Le phénomène nouveau est la montée en puis-

sance relative de quatre associations communautaires qui interviennent sur le quartier dans des logiques d'appartenances mi-régionales, mi-religieuses. Alors que la communauté tunisienne dispose d'une association qui reste largement le relais du consulat, la communauté algérienne se trouve ses relais dans trois associations différentes. Ces associations s'inscrivent dans la suite de ce qu'avait été l'« amicale des Algériens en France » et fédèrent un plus ou moins grand nombre de familles.

### **L'impact des nouvelles associations sur la vie sociale.**

L'enquêtrice souligne que « malgré la forte présence des associations, leur impact n'est pas direct sur la vie du quartier. Elles visent une clientèle beaucoup plus diffuse et ne se limitent pas aux frontières du quartier ou de la ZUP. Elles signifient pourtant une certaine force de cohésion à l'intérieur de la communauté locale ». D'après un responsable de l'OPAC du Rhône, « les leaders des associations entretiennent des liens avec les chefs de famille. La participation n'est pas intense mais elle maille quand même les familles algériennes du quartier ». Ainsi d'après ce responsable, les associations de solidarité à base ethnico-confessionnelles participent d'une tension très nette entre le local et le communautaire. En renforçant l'aspect communautaire, elles participent aussi d'un effet de coupure aussi bien vis à vis du reste du quartier que de la société globale et ne contribuent pas au partage d'un espace public local.

Au travers de cette pluralité associative, aujourd'hui, Armstrong apparaît comme un quartier mosaïque qui échoue à se constituer en territoire avec une identité fédératrice. Peu d'habitants se reconnaissent dans le quartier socialement paupérisé et déqualifié. Les groupes qui y interviennent le font non pas dans des logiques liées au quartier proprement dit, mais plutôt dans des logiques de réseaux plus larges de nature diverses (familiale, religieuse, communautaire). La dimension du quartier n'est qu'une dimension parmi d'autres de leur engagement dans une situation définie par des enjeux personnels, sociaux, urbains plus larges.



## Les nouvelles voies de l'intégration sur le quartier Max Barel

En juin - septembre 1997, un mémoire s'est intéressé plus particulièrement <sup>6</sup> à la structuration de la vie associative de cet autre quartier de Vénissieux situé à l'opposé des Minguettes. Il retrace l'histoire du développement des associations à travers une périodisation qui recoupe en partie celle du quartier Armstrong.

### La prédominance des associations sportives.

De 1962 à 1975 les formes dominantes de la vie associative sont consacrées au sport avec une forte implication directe des responsables des conseils syndicaux des copropriétés. L'éventail des activités sportives est large : lutte, boxe, basket, volley, etc. Les pratiques sportives sont alors une expression importante de la sociabilité des résidents des copropriétés. Au début des années 1970 deux autres associations sportives voient le jour et réunissent de nombreux adhérents : le Vélo club et le Pétanque club. Fortement fréquentées, elles engrangent aussi des succès sportifs régionaux. Les manifestations organisées localement attirent alors près de 1000 personnes sur le quartier. A partir des années 1975 - 80, les clubs ressentent une certaine difficulté vis à vis de l'environnement de la cité et doivent faire face à une petite délinquance de proximité qui pose problème, notamment vis à vis de la sécurité de leurs locaux et vis à vis de la venue de personnes extérieures au quartier lors de manifestation (vandalisme sur les voitures par exemple). Dès 1985 leurs activités déclinent ou sont transférées hors du quartier. Manifestement portées par des populations de techniciens et ouvriers qualifiés bien représentatives des populations vénissiennes intégrées socialement et économiquement dans le réseau industriel local, elles se trouvent peu à peu en porte à faux par rapports aux évolutions du peuplement du fait de la présence de ménages appartenant aux franges moins qualifiées des catégories ouvrières et employées, et au poids plus important de l'immigration.

### La nature éclatée du nouveau réseau associatif.

C'est à partir de 1990 que de nouveaux acteurs bénévoles se manifestent et vont occuper un champ large d'intervention s'adressant aux différentes fractions de la population et couvrant à la fois les champs de l'activité sportive, de la revendication locale, de la médiation de proximité et du lien communautaire ou générationnel.

Le Vélo-club reste le support de l'activité sportive, mais il n'a plus que quelques adhérents sur le quartier même. Leur moyenne d'âge est élevée, autour de la cinquantaine. Le club a essayé de s'ouvrir aux jeunes résidents ou non, mais il y a rencontré beaucoup de difficulté.

Pour les « classes moyennes », la revendication locale est portée par l'association « Halte au bruit et à la vitesse ». Créée en 1996 l'association regroupe surtout des résidents du sud du quartier. Les forces vives de l'association se recrutent dans les copropriétés et le pavillonnaire proche.

Les associations de médiation sociale sont représentées par « Antirouille » et « Un centre social pour tous ». Antirouille, créée par un prêtre résidant à la SACOVIV s'adresse aux enfants à travers une pédagogie du projet. Elle repose aujourd'hui sur l'action de quelques bénévoles qui ont du mal à trouver des relais du fait des effets de la paupérisation sur les populations accueillies.

A la même époque, un groupe de bénévoles crée « Un Centre Social Pour Tous » après une réunion de conseil de quartier. A plusieurs reprises, les habitants avaient manifesté leur mécontentement de n'avoir pas de structure sociale sur le quartier. En 1997 l'association regroupait une cinquantaine de familles dont une forte minorité de familles d'origine étrangère. Elle se situe à l'articulation du travail social, de la solidarité et de l'animation locale.

Le lien générationnel et le lien communautaire sont assurés par deux associations. L'« Association des Jeunes du Quartier Max Barel » (AJQMB) s'est créée en 1992 sans

6 - « Mémoires et identités du quartier MAX BAREL, Caroline MONTEL, Magistère d'Urbanisme, Université de Paris IV Sorbonne. »



doute à partir d'une impulsion municipale. Elle allie animation, soutien scolaire, activité sociale et sportive (école de boxe éducative, tournois de foot et de tennis) et regroupe plus de deux cents adhérents. L'« Association Sociale et Culturelle Algérienne » (ASCA) est née à la suite de la disparition de l'Amicale des Algériens en France. Son objectif est l'intégration des habitants d'origine étrangère. Elle organise essentiellement des sorties familiales et des soirées culturelles. Elle regroupe une centaine d'adhérents dont un tiers habitent Max Barel. Son rayonnement est plus large. Cinq cents à six cents personnes participent à ses activités. Mais en tant qu'association, l'ASCA ne se revendique pas de Max Barel et recherche une implantation plus centrale dans Vénissieux.

La structuration associative particulière sur le quartier, son relatif éclatement, la difficulté des cadres bénévoles de trouver des relais,

sont caractéristiques d'un quartier populaire en voie de paupérisation. La vie sociale à Max Barel est traversée par les tensions existant entre les différentes dimensions qui structurent le local : sociales, générationnelles, communautaires et religieuses.

Les différents types d'initiatives associatives issues du milieu ont des caractéristiques communes. Elles restent pauvres en moyens humains et matériels. Leur public est limité. Elles n'ont pas les capacités de se mettre en position fédérative. Les coopérations sont relativement limitées entre elles. Leur principal appui reste les structures para-municipales intervenant dans l'animation en direction des différentes classes d'âge. La Politique de la Ville pourra-t-elle réussir le maillage de ces différentes initiatives en les intégrant dans un projet global, tout en confortant les bénévoles aujourd'hui au bord de la démobilité ?

## L'importance des réseaux sociaux et familiaux.

L'analyse des évolutions du fait associatif sur les deux quartiers de Armstrong et Max Barel nous renvoie bien à une vision d'une évolution progressive des peuplements. La faiblesse des réseaux associatifs, la difficulté de leurs dirigeants à trouver des relais, contraste avec le fort niveau d'interconnaissance au sein de populations aujourd'hui relativement stables - car en partie assignées à résidence - qui tendent à se refermer sur leurs propres réseaux. Ceux-ci sont basés essentiellement sur le voisinage et l'ancienneté résidentielle. Comme le note Fanny Delas dans le cadre d'un travail sur Mermoz<sup>7</sup> « L'ensemble de ces réseaux joue un rôle essentiel tant pour les individus que pour le quartier. En instaurant une forte solidarité et en offrant des ressources matérielles et symboliques, ils représentent des espaces de référence et d'identification pour les individus. Ils permettent un sentiment d'attachement au territoire et une intensité de la vie sociale. De ce fait ils influencent les comportements, favorisent le contrôle social, l'acceptation de la cohabitation et l'instauration d'un certain consensus sur les modes de vie. »

Sur ces quartiers, la vie associative est le reflet des différents réseaux structurant de la

vie sociale, mais elle est loin d'en épuiser toute la richesse ni d'en porter l'intensité. Son évolution reflète les tensions - positives et négatives - qui traversent les réseaux et dessinent l'identité collective du quartier à un moment donné. Dans un contexte populaire, marqué par les assignations territoriales, les associations d'inspirations communautaires constituent à la fois une ressource et un risque de coupure au sein de la cité et d'avec la collectivité englobante. Toutefois les investissements y restent faibles et fluctuants et ne représentent qu'un moment dans les trajectoires des individus ou des groupes.

Finalement, les quartiers sont peut-être moins engagés, que ne le disent certains, dans une logique de sécession et d'ethnisation, que dans une recherche de reconnaissance. Ce sont eux et leurs populations qui nous semblent subir les effets d'évolutions urbaines liées à un marché foncier et immobilier qui reste puissamment ségrégatif et électif. Face à la ségrégation subie, les enjeux qui traversent quartiers et communautés sont de l'ordre du besoin de reconnaissance sociale. Ce besoin concerne l'ensemble des groupes et catégories qui,



7 - « Les Réseaux sociaux à Mermoz Sud. Éléments d'approche et d'analyse. » Septembre 1999.

aujourd'hui, dans leur diversité, forment les milieux populaires français et dont l'horizon résidentiel se borne trop souvent aux cités des années 60 – 70. Cette reconnaissance sociale devrait inclure a minima la reconnaissance de pratiques culturelles et d'ap-

partenances religieuses dans leur différentes dimensions sociales et éthiques. La société française d'aujourd'hui, et à fortiori l'agglomération lyonnaise, ont sans doute plus à gagner d'une dynamique d'intégration que d'une crispation sur l'assimilation.



## Témoignage

### **A la Duchère, poursuivre la mémoire d'un quartier pour mieux en comprendre son identité et l'intégrer dans l'espace d'agglomération** par Michel DUBOIS, Chef de projet Développement Social Urbain à la Duchère.

«La Duchère a sa place particulière dans l'histoire économique, sociale, culturelle et politique de l'agglomération lyonnaise mais aussi dans le contexte national : urbanisation et extension de la ville, décolonisation, militantisme, vie associative ...et mérite donc qu'on la regarde, la respecte et que l'on s'y arrête pour y voir toute sa diversité, son énergie et son potentiel.

Dans le cadre de la Politique de la Ville, faire mémoire de ce quartier pourrait être considéré comme un vecteur de lien social entre les habitants eux mêmes mais aussi avec l'ensemble des Lyonnais.

Les «anciens» du quartier, jeunes et moins jeunes, peuvent transmettre une histoire aux nouveaux habitants et à tous ceux qui veulent bien les entendre.

A travers l'écriture, des débats, des rencontres, on organise la mise en commun de l'histoire commune, on partage des émotions et des tranches de vie singulière, on construit un lien qui a du sens entre les gens.

Pour nous, animateurs de projet à vocation de développement social, nous cherchons à transformer les perceptions de l'environnement urbain en montrant que derrière ces grands ensembles, ce sont d'abord des vies.

Le travail d'Annie Schwartz, est dans ce sens remarquable.

Ecrivain public, elle anime chaque semaine, depuis plusieurs années, des ateliers d'écriture à la Bibliothèque de quartier.

Elle a par ailleurs écrit, à l'occasion des 30 ans de la Duchère, un ouvrage sur l'histoire de ce quartier.

Son expérience montre que les envies sont derrière chaque porte : un enfant, une mère, un père, un oncle... Tout le monde peut écrire. Preuve en est lorsqu'en 1997, à l'occasion de la fête de quartier, le plus long message d'amour a été écrit par les habitants de la Duchère. Il est enregistré au Guinness des records... Mais c'est moins ce record, aussi valorisant soit-il, qui nous intéresse que l'implication possible de plus de 3000 personnes.

Aussi, au moment où l'Etat et les collectivités territoriales, les bailleurs s'engagent dans un projet de recomposition urbaine, il nous semblent intéressant de construire un projet autour de l'identité et la mémoire de ce quartier afin d'en relater toutes les étapes mais aussi d'en comprendre les mutations profondes pour que des avenir possibles pour ce quartier soient valorisés et appropriés par le plus grand nombre.»

